

La crise et les services publics – note 2, janvier 2009

# Une crise pour les partenariats public-privé (PPP)?

Janvier 2009

David Hall  
[d.j.hall@gre.ac.uk](mailto:d.j.hall@gre.ac.uk)

Ceci est la deuxième d'une série de notes sur l'impact de la crise sur les services publics et le secteur public. D'autres notes traiteront des plans de relance des gouvernements, des déficits publics et de la dette publique, de services publics spécifiques et de leurs employés, ainsi que des entreprises engagées dans des secteurs privatisés et dans des contrats de service public.

## Sommaire

<b>UNE CRISE POUR LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE (PPP)?</b> .....	<b>1</b>
<b>1. LA CRISE DU CREDIT, LA RECESSION ET LES PPP</b> .....	<b>2</b>
<b>2. CONSTATATIONS DANS DIFFERENTS PAYS</b> .....	<b>2</b>
2.1. ASSECHEMENT GENERAL DU CREDIT .....	2
2.2. ROYAUME-UNI .....	3
2.3. FRANCE: LES PPP ET LE "PLAN DE RELANCE" .....	4
2.4. ESPAGNE: EFFETS DES PPP SUR LES RATINGS DE CREDIT NOTANT LE SECTEUR PUBLIC.....	4
2.5. AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZELANDE.....	5
2.6. ETATS-UNIS .....	5
2.7. DES PROBLEMES AILLEURS: IRLANDE, SLOVAQUIE, CANADA, RUSSIE, INDE.....	6
<b>3. LA BANQUE MONDIALE ET L'IFC</b> .....	<b>7</b>
<b>4. COMMENTAIRES</b> .....	<b>7</b>
<b>5. NOTES</b> .....	<b>7</b>

**PSIRU, Business School, University of Greenwich, Park Row, Londres SE10 9LS, Royaume-Uni.**

Site Web: [www.psiru.org](http://www.psiru.org) E-mail: [psiru@psiru.org](mailto:psiru@psiru.org) Tél.: +44-(0)208-331-9933 Fax: +44 (0)208-331-8665

**Chercheurs:** Prof. Stephen Thomas, David Hall (Directeur), Jane Lethbridge, Emanuele Lobina, Vladimir Popov, Violeta Corral

L'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU) fait partie du Département des affaires internationales et de l'économie de la Haute école de commerce de l'Université de Greenwich [www.gre.ac.uk](http://www.gre.ac.uk). Les recherches de la PSIRU comprennent la mise à jour d'une grande base de données recensant les effets économiques, politiques et sociaux de la libéralisation, de la privatisation et de la restructuration des services publics dans le monde, les multinationales qui y participent, les politiques des institutions financières internationales et de l'Union européenne, notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la santé. Cette base de données est financée par l'Internationale des Services Publics (ISP - [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)), qui fédère des syndicats de services publics du monde entier. L'ISP et la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP - [www.epsu.org](http://www.epsu.org)) commanditent une grande partie des rapports de la PSIRU. La PSIRU est membre des réseaux PRESOM et GOVAGUA, elle contribue au projet SWITCH et a coordonné le projet WATERTIME, tous financés par la Commission européenne. Des chercheurs de la PSIRU enseignent un programme de maîtrise en administration publique (MPA) à l'Université de Greenwich.

## 1. La crise du crédit, la récession et les PPP

Les plans de relance des gouvernements pour combattre la récession impliquent généralement des dépenses et emprunts publics croissants. Certains de ces plans concernent des investissements dans des infrastructures – routes, ponts, chemins de fer, hôpitaux, écoles etc.

Traditionnellement, les gouvernements empruntaient eux-mêmes de l'argent pour construire des infrastructures, et dans la plupart des pays on continue à recourir principalement à ce mode de financement. Ces dernières années, toutefois, certains gouvernements ont eu tendance à recourir de plus en plus à des partenariats public-privé (PPP) pour financer ce type de projets: une entreprise privée réunit les fonds pour l'investissement, puis récupère cet investissement sur une longue période d'exploitation de l'actif, soit en facturant les services aux utilisateurs – PPP de type concession -, soit en recevant des paiements du gouvernement – PPP de type PFI (pour *Private Finance Initiative*). Le principal intérêt de ces PPP pour les gouvernements est qu'ils permettent de comptabiliser ces fonds comme des emprunts "privés" des entreprises, de sorte qu'ils n'apparaissent pas comme des emprunts supplémentaires de l'Etat; pour les entreprises, le principal intérêt est un flux de paiements que les gouvernements garantissent pour des périodes de vingt ans ou davantage.

On pourrait s'attendre à ce que la lutte contre la récession augmente la demande de PPP de la part des gouvernements, puisque les PPP constituent un moyen de construire des infrastructures tout en limitant les effets visibles sur le déficit officiel des gouvernements. Quant aux entreprises, en période de récession, lorsque la demande du secteur privé chute, elles ont davantage intérêt à signer des contrats PPP pour obtenir des marchés du gouvernement.

Cependant, la crise du crédit signifie que les banques et les investisseurs sont beaucoup plus réticents à prêter tant soit peu aux entreprises privées. Celles-ci se retrouvent pratiquement dans l'impossibilité d'emprunter pour financer des PPP. On se rend compte aujourd'hui que très peu de nouveaux PPP semblent en voie d'être signés; en outre, des PPP existants souffrent d'une incapacité à refinancer leur dette de départ, et d'une baisse de leurs revenus due à la baisse de la demande. Ce problème de financement s'ajoute à d'autres préoccupations sur les effets des PPP: un document récent de la PSIRU traite en détail des PPP et des questions de leurs coûts et de leur mise en œuvre<sup>1</sup>.

## 2. Constatations dans différents pays

### 2.1. Assèchement général du crédit

En décembre 2008, une analyse globale de PriceWaterhouseCoopers (PWC) a estimé que les taux d'intérêt des prêts pour les projets d'infrastructure avaient augmenté à environ 1,5% ou 2% au-dessus des taux les plus bas que peuvent obtenir les gouvernements, et davantage encore dans les pays en développement. En fait:

"Les marchés du crédit sont quasiment à sec...Les perspectives pour la période à venir sont sombres. Peu d'accords [PPP] seront conclus. Beaucoup ont déjà été gelés.... La dette bancaire est tout simplement insuffisante et inefficace comme source de financement à long terme....Il est naïf de s'attendre à ce que les marchés reviennent au pricing très bas de la première moitié de 2007. On ne reverra probablement plus jamais de telles conditions." <sup>2</sup>

La récession et la crise du crédit sont également des sources de problèmes pour les PPP déjà existants, et ce pour deux raisons. D'abord, la récession réduit le revenu des PPP du type concessions, tels que routes à péages, de sorte que les recettes seront inférieures aux prévisions et qu'il pourra s'avérer difficile de rembourser les intérêts et les prêts. Deuxièmement, de nombreux PPP ont contracté des dettes à court

terme pour lancer le projet, en espérant le refinancer, une fois qu'il serait opérationnel, par une dette à un taux plus avantageux; mais il leur sera maintenant très difficile d'obtenir de nouveaux prêts sans augmenter le niveau des paiements d'intérêts. Résultat:

"Ils pourraient bien se trouver confrontés au double choc de conditions d'emprunt et de revenus plus dures que prévues, ou même être entièrement incapables de se refinancer".<sup>3</sup>

## 2.2. Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, où les PPP sont le plus institutionnalisés, dans le cadre de la *Private Finance Initiative* (PFI), le mouvement se ralentit. Seuls 34 nouveaux projets PFI ont été signés en 2008; c'est le nombre le plus bas depuis 1997.<sup>4</sup> Un PPP a été signé en janvier 2009 pour un tronçon d'autoroute de 18 km, mais ce projet s'appuyait fortement sur une banque du secteur public – la Banque européenne d'investissement (BEI), qui a accepté de fournir plus de la moitié des fonds. Même un conseiller financier qui a participé à ce marché, l'a jugé "étonnant" et "contraire à toute attente dans les marchés financiers actuels"<sup>5</sup>.

En novembre 2008, Andy Rose, directeur exécutif du département PFI du Royaume-Uni, a déclaré que les projets PFI ne pouvaient plus se fier à leur méthode première consistant à s'assurer des financements par des titres (obligations), et dépendent aujourd'hui davantage des prêts bancaires, qui ne sont disponibles qu'à des conditions beaucoup plus défavorables:

"En réalité, le marché des titres, qui a été la structure financière favorite pour les grands projets PFI des dix dernières années, est actuellement fermé aux nouvelles transactions. Cela a conduit à s'appuyer davantage sur le marché bancaire...et augmenté la pression sur le modèle bancaire de financement des projets.....la disponibilité des fonds est limitée, et les marges de crédit ont augmenté... de nombreuses banques annoncent que les échéances de leurs prêts pourraient devenir plus brèves."<sup>6</sup>

John Tizard, directeur du nouveau *Centre for Public Service Partnerships* de l'Université de Birmingham, estime que ce glissement a déjà interrompu le financement de projets PFI et pourrait les rendre peu intéressants pour le futur ainsi qu'il se présente:

"A l'heure où j'écris, il n'y a pas – ou presque – de capitaux disponibles pour financer le moindre marché PFI qui n'a pas encore été conclu."<sup>7</sup>

Les programmes britanniques de services publics qui reposent actuellement sur des PPP risquent de souffrir.<sup>8</sup>

- Un rapport rendu en janvier 2009 par une commission parlementaire sur le programme d'infrastructures scolaires du Royaume-Uni laisse entendre que les investisseurs "pourraient être beaucoup moins tentés de conclure des arrangements PFI liés au programme *Building Schools for the Future*".<sup>9</sup>
- Un rapport du *National Audit Office*, également de janvier 2009, annonce quant à lui que des projets de gestion des déchets basés sur des PFI/PPP ont déjà été reportés et seront confrontés à de nouveaux retards et incertitudes à cause de "difficultés sur les marchés financiers". De tels retards dans la mise en œuvre de ces programmes pourraient conduire à de lourdes amendes pour non-conformité aux normes environnementales de l'UE.<sup>10</sup> Toujours dans le secteur de la gestion des déchets, la récession crée aussi d'autres problèmes pour les PPP existants ou au stade de projet: ils dépendent ou dépendront en partie de la vente de matériaux recyclés, et avec la récession, la demande de ces "matériaux secondaires" s'est effondrée.<sup>11</sup>
- Une information a filtré, selon laquelle les autorités sanitaires auraient reçu l'avis suivant: "Attendez-vous à un désert de capitaux en 2010/11. Les nouvelles sont surtout mauvaises pour les structures financières qui étaient destinées à devenir des PFI (*Private Finance Initiatives*). Les

PFI ont toujours été le "plan A" pour construire de nouveaux hôpitaux, d'autant plus qu'elles ne figuraient généralement pas au bilan. Il n'y a jamais eu de "plan B". Maintenant que plus aucune banque n'a d'argent ou n'est disposée à en fournir avant quelques années, l'absence de plan B va créer un vrai problème pour achever de nouveaux hôpitaux." <sup>12</sup>

Tizard estime que la solution est manifestement de revenir aux emprunts traditionnels des gouvernements, qui reviennent de toute façon moins cher:

"Si les coûts du capital et/ou de la dette augmentent ou deviennent plus difficiles à assumer, le produit des équations monétaires auxquelles on souscrit par des contrats PFI peut se retourner contre l'usage de ces PFI. ...Dans ces circonstances, sauf autres changements dans les paramètres, il y aurait peut-être lieu d'envisager un financement selon des modèles tels que le *Credit Guarantee Scheme* (mécanisme de garantie du crédit) et d'autres formes de financement par des obligations d'Etat et des fonds publics. L'Etat peut emprunter à meilleur marché que le secteur privé." <sup>13</sup>

### 2.3. France: les PPP et le "plan de relance"

La France essaie d'introduire des dispositions spéciales pour contourner les problèmes dus aux marchés financiers, et d'utiliser les PPP pour une grande partie des dépenses d'infrastructures comprises dans le plan de relance du gouvernement.

Le plan lui-même comprend une garantie de l'Etat pour tous les emprunts bancaires contractés par un PPP, et en janvier 2009, le Sénat français a introduit différents amendements destinés à rendre les PPP plus viables grâce à diverses formes d'intervention du gouvernement. Par exemple: abattements fiscaux; autorisation au gouvernement d'avancer à une banque la plus grande partie de l'emprunt requis par le partenaire privé – permettant ainsi à la banque de répercuter les taux d'intérêts plus bas obtenus par le gouvernement; et possibilité de conclure des PPP sur la base d'un "financement flexible", sans conclure d'accord définitif avec des banques, de manière à pouvoir continuer sur la base d'avances du gouvernement en attendant de meilleures conditions sur le marché financier. <sup>14</sup>

L'envergure de l'intervention de l'Etat qu'impliquent ces mécanismes est révélatrice de la difficulté de trouver des fonds pour les PPP dans un contexte de resserrement du crédit.

Les entreprises privées ont également argumenté en faveur d'autres changements pour faciliter l'introduction de PPP. En janvier 2009, le président de Vinci, une grande entreprise de construction, a revendiqué un plus grand recours aux PPP pour atténuer la pression sur la dette publique, et un assouplissement de la loi pour que les entreprises puissent proposer elles-mêmes des projets. <sup>15</sup>

### 2.4. Espagne: effets des PPP sur les ratings de crédit notant le secteur public

Les PPP impliquent des contrats sur 20 à 30 ans, qui engagent les gouvernements et d'autres autorités publiques à faire des paiements pendant une longue période, ce qui diminuera la flexibilité des gouvernements dans leurs futures décisions de dépenses. Un récent rapport de Standard and Poor's sur les notations de crédit prévient que ces engagements rigides peuvent faire baisser la notation de crédit attribuée à l'autorité publique elle-même – ou se ressentir sur le niveau des dépenses qu'elle engagera pour les services publics. <sup>16</sup>

Ce rapport concerne la Communauté Autonome de Madrid (CAM), qui conserve une notation élevée AA+, reflétant la relative richesse de la région. Mais S&P lui attribue une tendance négative ("*negative outlook*"), en partie parce que la récession peut diminuer les recettes fiscales, mais aussi à cause des "bases de dépenses rigides" de la région, consistant à se concentrer sur les dépenses sociales, mais aussi...

"...à accélérer les investissements par des partenariats public-privé (PPP). Les investissements PPP augmentent globalement les engagements financiers de la CAM, aussi Standard & Poor's les compte-t-elle comme de la dette supportée par les impôts."

Selon S&P, le service de la dette représentera entre 60% et 75% des dépenses de la CAM en 2010. Etant donné le risque de baisse des revenus lié à la récession, on s'attend à ce que la CAM réduise ses frais d'exploitation en conséquence; cependant :

"un manque de flexibilité dans les dépenses et une rigidité budgétaire croissante résultant de vastes programmes PPP risquent d'entraver la capacité de la CAM d'infléchir ses frais d'exploitation à long terme."

Ce fardeau inflexible de la dette PPP signifie que la CAM prendra ses "mesures de réduction de la dette" au détriment de ses budgets pour l'emploi et les services. Sans quoi la notation de crédit de la CAM sera révisée à la baisse – ce qui augmentera encore le coût de ses propres dettes.

## 2.5. Australie et Nouvelle-Zélande

L'Australie a fait un usage considérable des PPP, notamment pour des projets routiers, mais un certain nombre d'entre eux n'ont pas produit de résultats, et le resserrement du crédit est une menace pour l'avenir. En janvier 2009, un article paru dans *The Australian* a résumé la situation:

"La réalité brutale est que la plupart des exploitants de péages privés sont en difficulté. La plupart ont gonflé leurs prévisions du trafic, les ont financées par une tranche de participations en provenance des marchés boursiers, puis ont augmenté leur taux d'endettement et remboursé aux investisseurs leur capital par des distributions (qui les avaient incités à prêter au départ). A présent que les marchés du crédit se détériorent et que la plupart des fonds d'infrastructures cotés se sont effondrés, un nouveau modèle serait nécessaire pour aider à financer les besoins du pays en infrastructures pour les dix prochaines années, besoins estimés à 800 milliards de dollars.... Mark Birrell, président de l'*Infrastructure Partnerships Australia*, a déclaré : "Sinon, nous risquons fort de constater que les projets ne suscitent tout simplement pas suffisamment d'intérêt dans une économie mondiale bien différente de ce qu'elle était hier."<sup>17</sup>

Dans le contexte de la crise du crédit, même les entreprises de la construction rappellent les avantages du modèle traditionnel qui consiste pour le gouvernement à emprunter lui-même de l'argent, puis à lancer des appels d'offres pour de simples contrats de construction, plutôt que d'essayer de mettre en place des PPP. Interrogé à ce sujet en Nouvelle-Zélande, Mark Binns, directeur de Fletcher Construction, un grand entrepreneur australien<sup>18</sup>, à répondu ce qui suit:

"Si le but était d'amener des projets à fructifier rapidement, il serait rétrograde d'en faire des PPP, car trop de temps est passé à mettre au point la structure juridique qui associe les participants au projet. On peut aussi se demander si le financement du secteur privé serait viable, dans le contexte actuel du crédit, sans des garanties de l'Etat qui réduiraient à zéro le transfert des risques au secteur privé..... Les avantages de ce transfert de risques des PPP au secteur privé sont parfois illusoire, comme lors du sauvetage de Metronet, la compagnie privée des métros de Londres, par le gouvernement britannique.... si ce transfert de risques n'est pas complet, les véritables avantages des PPP se réduisent à une analyse des coûts de financement, et il existe des arguments solides pour dire que le gouvernement s'en sortirait mieux en émettant de la dette, sous forme d'obligations pour des infrastructures, pour réaliser le projet en recourant à d'autres méthodes traditionnelles de passation des marchés."

## 2.6. Etats-Unis

Les PPP n'ont pas été beaucoup utilisés aux Etats-Unis jusqu'à présent. Certaines routes à péages ont été privatisées dans le cadre de PPP du type concession, mais ces projets sont restés très controversés<sup>19</sup>: un projet de PPP routier de 183 milliards de dollars au Texas a été annulé après une vague de protestations, et

un rapport du corps législatif texan a révélé des divergences sur leur valeur<sup>20</sup>. La crise du crédit s'est également ressentie: invoquant les conditions difficiles du marché, le port de Portland, en mains publiques, a renoncé à son projet de vendre une concession pour un terminal privé.<sup>21</sup>

Certaines sociétés espèrent que l'on utilisera des PPP au moins pour une partie du programme de financement d'infrastructures annoncé par le président Obama, mais l'incertitude règne à ce sujet.

## 2.7. Des problèmes ailleurs: Irlande, Slovaquie, Canada, Russie, Inde

Dans d'autres pays également, on observe que des PPP sont annulés à cause de la crise du crédit. Les effets de la récession se traduisent notamment par une baisse des paiements enregistrés pour les routes à péages.

En Irlande, six projets de PPP de logements sociaux ont été abandonnés; en janvier 2009, un PPP pour une prison a été reporté à une date indéterminée à cause de "problèmes d'assèchement du crédit", et le PPP pour le métro de Dublin a été remis en question.<sup>22</sup>

Le programme de PPP routiers de la Slovaquie est également en suspens, le premier ministre Robert Fico ayant déclaré: "Je crains que les banques ne veuillent pas participer du tout".<sup>23</sup> Le gouvernement prépare une alternative: "Le Ministère des transports a préparé une variante, un projet de construction d'autoroute en Slovaquie qui serait financé directement par les caisses de l'Etat au cas où trois partenariats public-privé qui font actuellement l'objet de soumissions viendraient à échouer."<sup>24</sup>

Au Canada, le surintendant des comptes de l'Ontario a critiqué le premier PPP hospitalier de sa province, déclarant que l'hôpital aurait coûté 50 millions de dollars de moins si l'administration de la province l'avait construit sans partenaire privé.<sup>25</sup>

En Russie, c'est la réaction même du gouvernement à la récession qui risque d'avoir des effets négatifs sur les PPP, car la tendance est plutôt à réduire les dépenses publiques qu'à les augmenter. Selon Andrey Zverev, chef du centre analytique du gouvernement russe, la récession va conduire à une chute des recettes fiscales, et il existe un risque sérieux que des autorités régionales se trouvent en défaut de paiements (en décembre, S&P a attribué à l'oblast (région) de Moscou la note "*selective default*" (défaut de paiement sélectif)<sup>26</sup>). Pour éviter de telles situations, il sera nécessaire de tailler dans les dépenses de l'Etat, c'est-à-dire également dans les PPP:

"Il est fort probable que l'Etat va réduire son investissement dans des projets de partenariat public-privé (PPP)."<sup>27</sup>

Un rapport sur les perspectives de l'industrie du bâtiment en Russie donne une évaluation tout aussi pessimiste, disant que la récession et la crise du crédit vont...

"...inciter les investisseurs à se serrer la ceinture, laissant moins d'argent parvenir à des projets liés aux infrastructures, surtout dans le secteur de l'immobilier. On assistera peut-être à une baisse notable du nombre de sociétés disponibles pour participer à des projets de partenariats public-privé (PPP), ce qui conduira à des retards et, dans certains cas, à l'annulation des projets d'infrastructures envisagés."<sup>28</sup>

En Inde, le gouvernement tente d'échapper à une pénurie des fonds émanant du secteur privé en autorisant un organisme financier de l'Etat, l'*India Infrastructure Company Limited* (IIFCL), à lever pour 6 milliards de dollars d'obligations exonérées d'impôts pour aider à financer des projets d'une valeur de 15 milliards.<sup>29</sup> On ne sait pas si ce fond sera utilisé uniquement pour des PPP.

### 3. La Banque mondiale et l'IFC

Dans les pays en développement, depuis de nombreuses années, les PPP ont fait l'objet d'une vaste promotion par la Banque mondiale et par d'autres donateurs et banques de développement – bien qu'il soit aujourd'hui généralement reconnu que les PPP n'ont pas réussi à fournir des investissements.<sup>30</sup>

L'IFC, organisme de financement du secteur privé de la Banque mondiale, prévoit que le resserrement du crédit va rendre le financement de PPP encore plus difficile. Elle estime que l'on va reporter ou annuler pour 110 milliards de dollars de projets PPP, et que 70 milliards de dollars de PPP existants sont compromis à cause de l'augmentation des coûts que représente leur financement pour le secteur privé.<sup>31</sup>

L'IFC déclare également que les investisseurs privés ne s'intéressent plus autant aux infrastructures dans les pays en développement: "Des hedge funds sont en train de réduire rapidement leurs investissements, et des fonds de placement du secteur privé thésaurisent du capital; en Asie et au Moyen-Orient, des fonds souverains pourraient rapatrier une plus grande partie de leur portefeuille vers leurs régions; les investisseurs demandent des rendements plus élevés pour un niveau de risque donné; les portes se ferment aux pays en développement les plus pauvres, car les investisseurs se concentrent sur les marchés émergents les plus grands."<sup>32</sup>

L'IFC elle-même a créé un fonds de participation mondiale ("*global equity fund*") et un mécanisme de financement de crédits ("*loan financing trust*") pour soutenir des PPP ou des projets d'infrastructures purement privés. L'IFC est en train de fournir 300 milliards de dollars du secteur public à son fonds de participation, en espérant que "d'autres" fourniront entre 1,2 et 10 milliards de dollars. Ces "autres" sont probablement censés être des pays donateurs ou des organisations donatrices, apportant davantage d'assistance et de fonds du secteur public pour soutenir des projets d'infrastructures du secteur privé. En monopolisant ainsi des fonds d'aide, on empêchera qu'ils ne soient utilisés pour financer d'autres services.

### 4. Commentaires

Une alternative simple est la méthode traditionnelle de financement des infrastructures publiques : lever des fonds par des emprunts d'Etat, émettre des contrats de construction, puis exploiter ou faire exploiter l'infrastructure en recourant soit à de la main d'œuvre directe, soit à des adjudicataires.

Cela reste parfaitement faisable. Les gouvernements sont encore en mesure d'emprunter les fonds nécessaires: leur crédit n'a pas autant souffert que celui des entreprises. En outre, les adjudications traditionnelles sont plus simples et plus rapides que les PPP. En essayant de conserver ces derniers comme principale méthode de financement, on risquerait de différer des projets d'infrastructure. Il est possible d'atteindre le niveau d'investissement désiré dans l'infrastructure sans recourir à aucun PPP.

Un article récent de la PSIRU sur les PPP traite du choix entre les passations de marchés traditionnelles et les PPP.<sup>33</sup>

### 5. Notes

1 Public-Private Partnerships (PPPs) in the EU - a critical appraisal PSIRU November 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-crit.doc>

2 Infrastructure Finance – surviving the Credit Crunch. December 2008. PriceWaterhouseCoopers. <http://www.pwc.com/extweb/pwcpublishings.nsf/docid/C52DBC4B72967788852574A90070B32F>

3 Infrastructure Finance – surviving the Credit Crunch. December 2008. PriceWaterhouseCoopers. <http://www.pwc.com/extweb/pwcpublishings.nsf/docid/C52DBC4B72967788852574A90070B32F>

4 Downturn takes toll on PFI deals . FT January 13 2009 <http://www.ft.com/cms/s/0/3d73dfda-e1ab-11dd-afa0-0000779fd2ac.html>

5 Deal to upgrade Scottish roads is closed 'against all the odds' FT January 20 2009 <http://www.ft.com/cms/s/0/f09be6da-e691-11dd-8e4f-0000779fd2ac.html>

6 Speech by PUK's Executive Director, Andy Rose, PPP Financing Conference on 27 November 08 [http://www.partnershipsuk.org.uk/uploads/documents/SPEECHANDY ROSE2.pdf](http://www.partnershipsuk.org.uk/uploads/documents/SPEECHANDY%20ROSE2.pdf)

- <sup>7</sup> The credit crunch hits PFII - John Tizard, Director at the Centre for Public Service Partnerships discusses the significant effects that the financial crisis has had on PFI projects. ProjectDataFile January 2009 [http://www.projectdatafile.co.uk/feature\\_story.asp?id=63](http://www.projectdatafile.co.uk/feature_story.asp?id=63)
- <sup>8</sup> Keynesian Darling to 'reprioritise' spending October 20 2008 <http://www.ft.com/cms/s/0/0d0f5aa8-9e40-11dd-bdde-000077b07658.html>
- <sup>9</sup> Public Expenditure. 2008-09 HC 46 First Report <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmselect/cmchilsch/46/46.pdf>
- <sup>10</sup> NAO Managing the waste PFI programme 14 January 2009 [http://www.nao.org.uk/publications/0809/managing\\_the\\_waste\\_pfi\\_program.aspx](http://www.nao.org.uk/publications/0809/managing_the_waste_pfi_program.aspx)
- <sup>11</sup> The Journal (Newcastle, UK) January 5, 2009 Monday Cost Soars As Rot Sets In For Recycling
- <sup>12</sup> Guardian 26 January 2009 Hospital projects at risk in PFI credit crisis, warns leaked memo
- <sup>13</sup> The credit crunch hits PFII - John Tizard, Director at the Centre for Public Service Partnerships discusses the significant effects that the financial crisis has had on PFI projects. ProjectDataFile January 2009 [http://www.projectdatafile.co.uk/feature\\_story.asp?id=63](http://www.projectdatafile.co.uk/feature_story.asp?id=63)
- <sup>14</sup> Le secteur privé sollicité pour accélérer les grands travaux. Les Echos 22 janvier 2009  
 [“...Premier sujet : les cessions de créances. L'idée est de porter de 80 % à 90 % la part des coûts d'investissement que l'opérateur privé - une entreprise de BTP le plus souvent - peut céder à son banquier partenaire, lequel peut ensuite proposer des taux d'intérêt moins élevés dans la mesure où il se fait rembourser directement par la personne publique. Philippe Marini, en accord avec le gouvernement, veut, quant à lui, modifier l'esprit même des PPP, en permettant que l'entreprise privée n'assure plus qu'une partie du financement. « Cela permettra de réduire le coût des projets, lorsque les conditions de financement des collectivités sont plus intéressantes qu'un financement bancaire intégral », défend le rapporteur du budget. La participation des collectivités locales sera cependant limitée à un tiers du financement, afin que le partenariat ne devienne pas public-public. Deuxième sujet : la fiscalité des PPP. Les sénateurs veulent rendre ces contrats « plus intéressants pour le partenaire privé et moins coûteux pour la collectivité contractante », en jouant sur la TVA et la taxe professionnelle, et en créant une avance remboursable afin de rémunérer les candidats évincés. Troisième sujet : la passation du marché. En 2009 et 2010, l'administration pourrait être autorisée à attribuer un PPP à un candidat « dont l'offre finale présenterait des modalités de financement ajustables ». Dans l'esprit du législateur, il s'agit d'échapper à l'instabilité des marchés financiers, en lançant des chantiers, même en l'absence de bouclage financier définitif. Une mesure clef, qui a l'appui du gouvernement...  
 Dans son plan de relance en cours d'examen au Parlement, le gouvernement a décidé d'apporter la garantie de l'Etat aux prêts bancaires accordés au signataire d'un PPP, pour une enveloppe maximale de 10 milliards d'euros et moyennant une rémunération comprise entre 0,2 % et 0,5 %, selon le niveau de solvabilité du bénéficiaire. Par ailleurs, le Sénat souhaite permettre aux opérateurs des réseaux d'énergie, d'eau ou de transports de signer des PPP selon une procédure dite « négociée ».”.]
- <sup>15</sup> Yves-Thibault De Silguy: Le public a besoin du privé . Les Echos 12 janvier 2009
- <sup>16</sup> S&P: Autonomous Community of Madrid Outlook Revised To Negative; 'AA+/A-1+' Ratings Affirmed. 23 December 2008 [www.standardandpoors.com/ratingsdirect](http://www.standardandpoors.com/ratingsdirect)
- <sup>17</sup> The Australian 06 January 2009 Infrastructure rethink needed as PPPs burn participants <http://www.theaustralian.news.com.au/story/0,25197,24876607-5014000,00.html>
- <sup>18</sup> New Zealand Herald. Fletcher unsure of PPPs benefits Nov 26, 2008 [http://www.nzherald.co.nz/politics/news/article.cfm?c\\_id=280&objectid=10545040&pnum=0](http://www.nzherald.co.nz/politics/news/article.cfm?c_id=280&objectid=10545040&pnum=0)
- <sup>19</sup> Houston Chronicle January 8, 2009: New road plan rises from ashes ; [http://www.statesman.com/blogs/content/shared-gen/blogs/austin/traffic/entries/2008/12/31/mixed\\_verdict\\_on\\_publicprivate.html](http://www.statesman.com/blogs/content/shared-gen/blogs/austin/traffic/entries/2008/12/31/mixed_verdict_on_publicprivate.html) . For a general critique of roads PPPs in the USA, see
- <sup>20</sup> Spending plan reopens investment debate FT December 8 2008
- <sup>21</sup> Spending plan reopens investment debate FT December 8 2008
- <sup>22</sup> The Irish Times December 11, 2008 Public-private partnership scheme fails ; Irish Examiner January 7, 2009 Superprison plans hit by economic climate; Sunday Tribune (Ireland) January 4, 2009 Consultants are paid EUR38m for Metro that may be shelved - Opposition concerned that Dublin rail project will fall victim to cutbacks
- <sup>23</sup> Public Private Finance December 17, 2008 INTERNATIONAL PROJECTS ROUND-UP DECEMBER 2008
- <sup>24</sup> Transport Ministry drafts alternative to PPP highway projects. Slovak Spectator 7 Jan 2009 [http://www.spectator.sk/articles/view/34022/10/transport\\_ministry\\_drafts\\_alternative\\_to\\_ppp\\_highway\\_projects.html](http://www.spectator.sk/articles/view/34022/10/transport_ministry_drafts_alternative_to_ppp_highway_projects.html)
- <sup>25</sup> Daily Commercial news January 7, 2009 Auditor General makes recommendations regarding future public-private partnerships <http://dcnonl.com/article/id31949>
- <sup>26</sup> S&P: Ratings History List: European Local And Regional Government Ratings Since 1975. January 8, 2009 [www.standardandpoors.com/ratingsdirect](http://www.standardandpoors.com/ratingsdirect)
- <sup>27</sup> BBC Worldwide Monitoring December 12, 2008 Friday Government expert paints bleak economic future for Russia
- <sup>28</sup> BMI: Russia Infrastructure Report Q1 2009. [http://www.reportbuyer.com/countries/europe/russia/russia\\_infrastructure\\_report\\_q1\\_2009.html](http://www.reportbuyer.com/countries/europe/russia/russia_infrastructure_report_q1_2009.html)
- <sup>29</sup> The Press Trust of India. January 5, 2009 Govt to focus on IIFCL refinance to pump in Rs 75k cr: Montek ; Indian Express December 8, 2008 Monday IIFCL to give core sector a push
- <sup>30</sup> Annez P.C. 2006. Urban Infrastructure Finance From Private Operators: What Have We Learned From Recent Experience? World Bank Policy Research Working Paper 4045, November 2006 [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2006/10/25/000016406\\_20061025122215/Rendered/PDF/wps4045.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2006/10/25/000016406_20061025122215/Rendered/PDF/wps4045.pdf) PPPs have mobilized little private finance for urban infrastructure (water, road, rail) in developing countries, based on WB database. Local governments need good sources of public finance to fund those services.
- <sup>31</sup> IFC Infrastructure Crisis Facility Fact Sheet. 2008 [http://www.ifc.org/ifcext/about.nsf/AttachmentsByTitle/IssueBrief\\_ICF/\\$FILE/IssueBrief\\_ICF.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/about.nsf/AttachmentsByTitle/IssueBrief_ICF/$FILE/IssueBrief_ICF.pdf)  
 Thanks to Natalia Reznichenko for drawing my attention to this report.
- <sup>32</sup> IFC Infrastructure Crisis Facility Fact Sheet. 2008 [http://www.ifc.org/ifcext/about.nsf/AttachmentsByTitle/IssueBrief\\_ICF/\\$FILE/IssueBrief\\_ICF.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/about.nsf/AttachmentsByTitle/IssueBrief_ICF/$FILE/IssueBrief_ICF.pdf)
- <sup>33</sup> Public-Private Partnerships (PPPs) in the EU - a critical appraisal PSIRU November 2008 <http://www.psiru.org/reports/2008-11-PPPs-crit.doc>